

PROJET

Accueil temporaire de la 1^e équipe du Servette FC au centre sportif de Vessy

OBJET

Ingénieur Spécialiste en terrain de sports, Phases SIA 4.3 à 4.5

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**RÉFÉRENCES****Procédure ouverte nationale**

CAHIER DES CHARGES

Genève, le 20.01.2022

TABLE DES MATIERES

1.	APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT	3
2.	INFORMATIONS GENERALES	3
3.	CONDITIONS DE PARTICIPATION	9
4.	EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE	12

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE :

N° Annexe	Nom de l'annexe	Actions du soumissionnaire
A1	> Cahier des charges (Soit le présent document)	→ A nous retourner remplie et signée
B1	> Offre du candidat à remettre	→ A nous retourner remplie et signée
EF	Etude de Faisabilité (Du 20.01.2022)	→ Pour information. Contient les éléments de projet du présent appel d'offres : Projet, Planning, Contraintes légales et constructives, etc.
ET	> Etiquette d'Attestations > Etiquette de Soumission	→ A apposer obligatoirement sur les enveloppes contenant les Attestations et la Soumission

Remarque :

Pour information, une Etude d'impact est actuellement en cours d'élaboration. Elle est confiée au bureau *Ecotec*, basé à Genève. Son but est de préciser et synthétiser les éléments figurants dans l'Etude de faisabilité, notamment sur les questions de mouvement et traitement des terres, mais aussi sur l'impact de l'éclairage, etc. Cette étude a été demandée par le *Serma* (soit l'un des Service du *GesDec*) et sera un des éléments importants de l'*autorisation de construire* (soit l'une des phases comprises dans le présent appel d'offres).

Pour le présent appel d'offres, cette étude n'est pas forcément indispensable, étant donné que l'essentiel des informations utiles sont déjà dans l'*Etude de faisabilité*.

1 / APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le Servette FC (SFC ci-après) organise un appel d'offre en procédure ouverte à un tour pour le projet cité en titre. Ce projet est une collaboration entre le SFC, l'Etat de Genève (OCBA) et la Ville de Genève (la Ville, ci-après), propriétaire du site. Le MO recherche un mandataire ingénieur spécialiste en terrains de sports et ayant de l'expérience dans ce domaine. Il doit posséder les compétences suivantes :

- Exercer depuis plus de 3 ans une activité en rapport avec celle dont relève la soumission
- Avoir la capacité de respecter les coûts et les délais du chantier

1.1 Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les architectes / ingénieurs établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- Etre porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, d'un diplôme des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) de l'Académie d'architecture de Mendrisio, ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- Etre inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Registre des architectes et ingénieurs A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

2 / INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

2.1.1 / Maître de l'ouvrage

Servette Football Club 1890 SA
A l'att. de M^{me} Juliette Praplan (Relations communautaires et administratives)
Route des Jeunes 10
Case postale 1013
1227 Grand-Lancy
022 311 18 90
j.praplan@servettefc.ch

→ Accès au locaux du SFC : Entrée via l'Hôtel *Ramada* (à côté du stade de la Praille)

Remarque :

- Pour information, l'OCBA subventionne le projet. Le SFC est rapporteur (MO).

2.1.2 / Assistant Maître de l'ouvrage / AMO

→ Les échanges éventuels relatifs à cet appel d'offres sont à adresser à :

A-Architectes Sàrl
A l'att. de François Joss
43, av. de Châtelaine
1203 Genève
022 797 50 50
f.joss@a-architectes.ch

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Introduction

Le projet consiste en la requalification de la partie nord-ouest du site sportif de Vessy. Voir le périmètre dans l'*Etude de faisabilité* en annexe.

Ce secteur comprend actuellement 4 installations sportives (soit 3 terrains de football (T3, T4, T5) et un terrain polyvalent (T6) pour le base-ball et le frisbee). Après transformation (soit le présent appel d'offre), il comportera aussi 4 installations, plus précisément 4 terrain de football (T5, T6 transformé, T7 & T9).

2.2.2 Maîtres de l'ouvrage, Propriétaire & Utilisateurs

Cette opération est une collaboration entre le Servette FC (SFC), qui est le MO, l'Etat de Genève (OCBA), qui finance le projet et la Ville de Genève (nommée la Ville ci-après), propriétaire et hôte du site.

Les utilisateurs du projet sont les suivants :

- Le SFC pour le terrain T7 ;
- La Ville pour les terrains T5, T6 & T9.

2.2.3 Origine du projet

L'origine du projet est le besoin du SFC d'avoir un terrain d'entraînement pour sa première équipe, qui soit de même dimension que le terrain du stade de la Praille. L'accueil favorable de la Ville pour cette venue entraîne une adaptation et transformation du site sportif.

2.2.4 Historique du projet

Le présent projet découle du refus populaire exprimé lors du référendum du 24 novembre 2019 pour le projet du Pré-du-Stand. En effet, ce projet d'envergure prévoyait l'installation de l'ensemble des entités du SFC (yc. l'Académie et la section féminine) ainsi que de 5 terrains de football sur une grande parcelle proche de l'aéroport (Grand-Saconnex). Afin de rebondir, l'Etat de Genève (OCBA & OU) doit trouver un nouveau lieu d'accueil qui soit pérenne. Mais les démarches prendront du temps. Ainsi, en parallèle à ce futur projet, il convient de trouver une solution transitoire. De cette stratégie découle le projet d'implanter provisoirement l'Académie aux Evaux (en cours d'étude) alors que le présent appel d'offres répond aux besoins de la 1^{re} équipe du SFC.

2.2.5 Le Site : Historique

« (...) Ce vaste centre sportif est créé sur le lieu-dit La Grande-Fin à l'occasion de la 69^e Fête fédérale de gymnastique en 1978. Bien qu'étant sur la commune de Veyrier, il est propriété de la ville de Genève et est géré par son Service des sports. De nombreuses installations sportives, des jeux pour enfants ainsi qu'une buvette-restaurant sont à disposition dans cette large boucle de l'Arve (...). ». (Extrait de : <https://notrehistoire.ch>)

2.2.6 Le Site : Morphologie générale

Le site est relativement plat. Le terrain à une pente naturelle d'environ 2% du sud au nord et d'environ 0.5% d'Est en ouest. L'emplacement du futur T7 (SFC) est un lieu quasiment à plat (Cf. coupes détaillées dans l'*Etude de faisabilité*).

2.2.7 Objet du mandat

L'objet du présent appel d'offres est une demande de proposition d'honoraires d'ingénieur spécialisé en terrains de sports pour l'élaboration de l'étude (yc. l'autorisation de construire) et de la gestion de la réalisation des terrains décrits dans le programme, ci-après.

2.2.8 Descriptif succinct du projet

Le mandat consiste en la prise en charge des phases suivantes :

- 4.32 Projet de l'ouvrage (Projet ; Etude de détails ; Devis général) ;
- 4.33 Autorisation de construire (Yc. suivi de près de la procédure) :
 - > Cette phase comprend l'ensemble des terrains décrits dans le présent cahier des charges, soit les : T7 ; T5 ; T6 et T9.
- 4.41 Appels d'offres :
 - > Cette phase, ainsi que les suivantes, ne comprennent que les terrains suivants :
 - > T7 ; T6 & T9 ;
 - > Ainsi, le T5 n'est pas à prendre en compte. Il sera réalisé par la Ville, en 2024. Cependant, il convient d'anticiper son futur élargissement (en direction de l'Est, ainsi que ses conséquences, notamment concernant l'éclairage [câbles électriques en attente, etc.] pour le futur remplacement des mâts côté Est) et l'arrosage, notamment.
- 4.51 Projet d'exécution (P-EXE) ;
- 4.52 Exécution de l'ouvrage (EXE) ;
- 4.53 Mise en service & Documentation de l'ouvrage

2.2.9 Programme

Le programme du projet est décrit dans le tableau ci-après. Les points indiqués sont développés dans l'*Etude de faisabilité*, qui comprend, notamment, des plans et des coupes.

Le **Projet de base**, souhaité par le MO et les autres acteurs du projet, est la **Variante 2Ter** (Cf. *Etude de faisabilité*). La volonté est donc de réaliser ce projet, prioritaire. Cependant, ce projet n'est pas encore complètement validé à 100% à ce jour. Ainsi, le MO informe qu'en cas de problème éventuel à venir, la variante de repli serait la **Variante 2Bis**, qui est elle validée. Cette variante est aussi représentée dans l'*Etude de faisabilité*, juste après la précédente. Etant donné que ces 2 variantes sont semblables et de difficultés similaires, le mandataire ne pourra pas demander de plus-value si la variante 2^{Bis} s'avérerait retenue. En effet, cette décision interviendra au début de la phase projet du mandat.

N°	Terrain	Mandat	Type	Aire de Jeu	Eclairage	Arrosage	Fermeture	Yc. compris
1	T7	100%	> Herbe nat.	> 105 x 68 m. (Yc. bandes de sécurité : 111 x 74 m)	Oui (F.+P. de mâts)	> Oui (Arrosage automatique)	> Treillis / 200 cm ; > Pare-Ballons ; > Portail d'entrée > Treillis 200 cm autour de la Zone entraînement pour gardien	> 1 Aire latérale pour matériel ; > Zone entraînement pour gardien (marquage au sol) ; > Yc. Chemin accès ; > Yc. suppression des 2 terrains exist. (T3 & T4) > Yc. Drainage par puits perdus
2	T5	Partiel	> Herbe nat.	> Actu. : 100x60 > Futur : 100x64 (Yc. bandes de sécurité : 111 x 74 m)	> Anticiper en amenant les réseaux en attente	> Anticiper en amenant les réseaux en attente	> Néant	<u>Remarque importante</u> : Le T5 devra rester utilisable (par la VdGE) tout le long des travaux. Donc prévoir une installation de chantier qui le protège et maintienne son accès. Le chantier sera réalisé par la Ville, ultérieurement au présent projet.
3	T6	100%	> Synthétique Yc. marquage ; Buts, etc.	> 100 x 64 m. (Yc. bandes de sécurité : 106 x 70 m)	Oui (F.+P. de mâts)	> Oui (Arrosage automatique)	> Main courante périphérique ; > Pare-Ballons ; > Portail d'entrée	> Yc. Marquage Jaune ; > Yc. Marquage Bleu ; > Yc. buts mobiles ; > 1 Aire latérale pour matériel ; > Talus côté nord ; > Yc. Chemin accès > Yc. Drainage par infiltration (grave)
4	T9	100%	> Synthétique Yc. marquage ; Buts, etc.	> 100 x 64 m. (Yc. bandes de sécurité : 106 x 70 m)	Oui (F.+P. de mâts)	> Oui (Arrosage automatique)	> Main courante périphérique ; > Pare-Ballons ; > Portail d'entrée	> Yc. Marquage Jaune ; > Yc. Marquage Bleu ; > Yc. buts mobiles ; > 1 Aire latérale pour matériel ; > Talus côté nord ; > Gradins côté sud > Yc. Chemin accès ; > Yc. Transfo. du ch. d'accès du terrain de rugby latéral ; > Yc. suppression des terrains de baseball & Freesbee existants > Yc. Drainage par infiltration (grave)
5	Dépôt	100%	> Containers & couvert sur parking	//	//	//	//	> F.+P. de 2 containers sur parking, Yc. habillage ; > F.+P. d'un couvert adjacent ; Yc. fermetures latérales ; > Yc. modification du marquage, Cf. plans et visualisation dans <i>Etude faisabilité</i> . (NB : Il conviendra de transformer ces intentions de base en réalisation).
6	Armoire	100%	> Armoire pour rangement	//	//	//	//	> F.+P. d'une armoire dans le couloir du bâtiment existant (sous-sol des vestiaires) ; Cf. plans in <i>Etude Fais.</i> ; > Yc. suppression d'un module de casiers existant.

2.2.10 Remarques complémentaires liées au Programme & Projet

→ Le projet doit traiter les mouvements des terres et les maintenir sur place, le plus possible.

- En effet, la Ville ne souhaite pas avoir tas de terre en réserve ;
- Ainsi, le solde de terre, doit être traité selon les recommandations du *GesDec*, rapportées par *Ecotec* (Cf. *Etude de faisabilité*)

2.2.11 Développement durable

Le MO, l'Etat de Genève et la Ville attachent une importance particulière liée à l'aspect du développement durable qui fait partie de la philosophie du site. Cette préoccupation doit être à la fois générale et concrète, comme la bonne gestion des déblais et remblais, la provenance des matériaux et fournitures, le tri des déchets, l'économie d'eau, etc.

2.2.12 Planning

Voir le planning dans l'*Etude de Faisabilité*. Ce plan des délais est un des points cruciaux du projet, qu'il convient de respecter. La livraison du T7 au moment décrit est un impératif. Il est attendu du soumissionnaire qu'il vérifie et valide ce planning ou qu'il informe de difficultés qu'il pourrait révéler, selon son expérience.

2.2.13 Chantier

Le site est un lieu apprécié et très fréquenté de la population. Ainsi, il convient de prendre les dispositions nécessaires de sécurité et d'impact du chantier par rapport aux usagers. Bien intégrer le cas du T5 (Cf. chapitre 2.2.9).

2.2.14 Contraintes Constructives & Légales

L'essentiel des vérifications de base, contraintes et intentions sont énumérées dans l'*Etude de faisabilité* (nature du sol, zone de protection des eaux, limites aux arbres, éclairage, drainage, arrosage, installations électriques, etc.). Il convient ainsi de se référer à ce document, qui fait partie de manière intégrale à cet appel d'offres.

Pour information, la partie nord du site est située sur une zone S1 de protection des eaux souterraines. Les démarches sont en cours, avec le *Gesdec*, afin de modifier cette zone, qui sera reculée jusqu'à la barrière, qui délimite le nord des installations sportives. Cette modification de zone se réalise avec l'outil de l'*Etude de faisabilité*. Ainsi, ce sujet n'est pas à traiter dans le présent appel d'offre, si ce n'est la prise en considération que ce changement amènera au projet (a priori, il y aura peu voir pas d'impact).

En ce qui concerne le drainage des terrains, pour information, il n'y a pas de réseau d'évacuation des eaux claires sur le site. Les eaux sont donc à infiltrer dans le terrain naturel, par le moyen d'un tapis de grave filtrante à créer sous les terrains (Cf. détails de principe dans l'*Etude de faisabilité*). Cette recommandation vient du *Gesdec*. Cependant, pour le T7, plus éloigné de la zone S1, le MO demande l'étude d'un drainage adapté à la haute exigence de qualité du terrain (en herbe naturelle) désiré. Ainsi, le mandataire doit étudier la meilleure solution technique possible (puis perdus, grave filtrante, etc.), cela en accord avec le *Gesdec*.

2.2.15 Situation foncière

Le site est propriété de la Ville de Genève, quand bien même est-il situé sur la Commune de Veyrier.

2.2.16 Coût estimé de l'opération

Estimation du coût du projet : 6'095'500.- / HT ; Hors Honoraires. Il s'agit du montant à prendre en compte pour le calcul de l'offre des Honoraires. Voir le Devis estimatif dans l'*Etude de faisabilité*. Le mandataire doit tout mettre en oeuvre pour respecter au maximum le montant estimé, cela quitte à revoir, éventuellement le projet.

2.2.17 Prestations du Mandataire

→ Voir le document B1.

2.2.18 Présentation du Pli « Offre »

Le pli « Offre » est une enveloppe ou un colis doit contenir les éléments suivants :

- ANNEXE A1 : Signée
- CRITERE 1 : **QUALITÉ ECONOMIQUE**
 - 1.1 / Proposition d'Honoraires détaillées avec les phases :
 - Cf. Annexe B1 ; Point 3.1 ;
 - 1.2 / Crédibilité du prix (Heures ; Tarifs ; ETP ; Cohérence, etc.).
- CRITERE 2 : **ORGANISATION**
 - 2.1 / Organisation du candidat
 - Cf. Annexe B1 ; Point 3.2 ;
 - 2.2 / Annexe R9 ;
 - 2.3 / Planning.
- CRITERE 3 : **RÉFÉRENCES**
 - 3.1 / Références du candidat
 - Cf. Annexe B1 ; Point 3.3 ;
 - 3.2 / Annexe Q8+
 - Cf. Annexe B1 ; Point 3.3 ;
- CRITERE 4 : **PROBLÉMATIQUE**
 - 4.1 / Compréhension de la problématique
 - Cf. Annexe B1 ; Point 3.4.1 ;
 - 4.2 / Degré de compréhension du cahier des charges (Soit l'Equivalent de l'annexe R14) ;
 - Cf. Annexe B1 ; Point 3.4.2 ;
- CRITERE 5 : **FORMATION**
 - Cf. Annexe B1 ; Point 3.5.

3 / CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

- Les **offres** doivent parvenir au plus tard le :
Vendredi 25 février 2022
- Auprès de :
Servette FC
→ *Adresse* : Cf. point 2.1.1 du présent cahier des charges.
→ Soit par la poste ;
→ Soit en personne (9h00-12h00 ; 14h00-17h00).
- Les **attestations** seront remises en même temps que les offres mais sous pli fermé séparé, muni des étiquettes jointes en annexe.
- *Dossier expédié par la poste* : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai sera rigoureusement refusé, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

- Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier et sous format électronique en un exemplaire.
- Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.
- Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis de l'étiquette en annexe.

3.3 Recevabilité de l'offre

- L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :
 - Sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
 - Sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
 - Proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002).

3.4 Inscription et demande du dossier

- Appel d'offres téléchargeable sur le site : Simap.ch

3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

- L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.6 Motifs d'exclusion

- Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :
 - Le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
 - Le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur ;
 - Le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.
- Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.7 Conflit d'intérêt

- Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.8 Incompatibilité

- Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :
 - Etais limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
 - Ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
 - Ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.9 Nombre d'offres

- Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.
Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.10 Association de bureaux

- L'association de bureau n'est pas admise.

3.11 Sous-traitance

- La sous-traitance est admise, sous conditions :
 - Cf. Annexe B1 ; Chapitre 4.

3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

→ La langue officielle acceptée est le français

3.13 Devise monétaire applicable

→ La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le Franc suisse (CHF).

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

→ Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.15 Durée de validité de l'offre

→ La durée de validité de l'offre est de 12 mois à compter de la date du dépôt de l'offre.
→ Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.16 Variante de l'offre

→ Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

3.17 Indemnisation

→ L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité

3.18 Marché divisé en lots

→ L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.
→ Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

3.19 Offre partielle

→ Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.20 Taxe sur la valeur ajoutée

→ En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4 / EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94: OUI / NON
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002 : OUI / NON;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01;
- la Loi cantonale d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0);
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007(L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet Simap.ch.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

- L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :
- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

- Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :
→ **VE 11.02.2022**
→ Les questions sont à publier directement sur le site : Simap.ch
- L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé.
- L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable, soit par voie postale, soit sous la forme électronique (e-mail), et donnera également la réponse aux autres candidats. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

- Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.
- Le site est ouvert au public en tous temps.

4.5 Ouverture des offres

- L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidature.
- L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

- Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises

4.7 Critères d'adjudication

- Les critères d'adjudication sont les suivants :

N°	CRITÈRES D'ADJUDICATION	PONDÉRATION
CRITERE 1	QUALITÉ ECONOMIQUE → Proposition d'Honoraires → Crédibilité du prix (Heures, Tarif, etc.)	30 %
CRITERE 2	ORGANISATION	25 %
CRITERE 3	RÉFÉRENCES	25 %
CRITERE 4	PROBLÉMATIQUE	15 %
CRITERE 5	FORMATION	5 %
	→ Total	<u>100 %</u>

4.8 Evaluation des offres

- L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

- Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.
- L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

- La notation du prix se fera selon la méthode linéaire, avec la formule suivante :

$$\text{Note du candidat} = 5.0 - (H \text{ offerts} - H \text{ min.}) / (H \text{ moyen} - H \text{ min.})$$

- *H offerts* : montant des honoraires offerts en francs ;
→ *H min.* : montant des honoraires offerts selon l'offre la plus basse reçue ;
→ *H. moyen* : moyenne des honoraires offerts (avec ou sans évacuation des montants extrêmes) ou montant des honoraires de références calculés sur la base du taux horaire moyen défini par le Maître d'ouvrage.

4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

- L'adjudicateur a l'intention de noter les offres sous l'angle du temps consacré pour exécuter le marché.

4.12 Comité d'évaluation

- Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

N°	PRÉNOM & NOM	SOCIETE / FONCTION / PROFESSION	SUPPLÉANT
1	M. Felipe Ortiz	Servette FC / Président Président du Comité	M. Richard Feuz
2	M. Michel Pont	Servette FC / Consultant	M ^{me} Juliette Praplan
3	M. Antoine Girasoli	DI, office des bâtiments Architecte	M. Laurent Séchaud
4	M. Vincent Scalet	DCS / Office cantonal de la culture et du sport	M. Cyril Brungger
5	M. Patrick Eyer	Ville de Genève / Service des sports / Adjoint de direction	M ^{me} Sybille Bonvin
6	M. Christian Pesch	Ville de Genève / DPBA / Adjoint de direction	
7	M. Pierre-Yves Bovigny	Expert en terrains de sport Mandataire indépendant	//
8	Mme Sandra Bozon	Experte en marchés publics	//
9	M. François Joss	A-Architectes Sàrl AMO	M ^{me} Barbara Tirone

4.13 Modifications de l'offre

- Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.14 Décision d'adjudication

- La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont le dossier est recevable.
- Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.15 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

- Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.16 Voies de recours

- Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :
 - L'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
 - La décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
 - La décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
 - La décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
 - La décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
 - La décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
 - La décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
 - Le recours doit être interjeté devant la Chambre administrative de la Cour de Justice dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.
 - Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.
 - Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.17 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

- Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.
- Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.
- Le contrat sera établi conformément aux modèles de contrat de mandat et aux conditions générales du contrat de mandat de l'OCBA. Subsidiairement les clauses du règlement SIA 102, 103, 108, etc. sont applicables.